

Collectif RésisteR 54
S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !



RésisteR!

#23 - octobre 2013

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

DANS L'CHU!

Victoire contre la discrimination syndicale

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,80 €

**ASSOMMONS
LES PAUVRES**

PAGE 4

**QUITTER
L'USINE**

PAGE 6

**PACTE À
LA CON**

PAGE 11



CHU : une victoire contre la discrimination syndicale

Ayant travaillé toute sa vie professionnelle au CHU de Brabois, Christiane Nimsgern, militante syndicale et politique, vient de remporter une victoire contre la direction de son ex-employeur. Christiane a en effet été des années durant victime de discrimination syndicale, et cela vient enfin d'être reconnu. Résister! salue cette victoire contre un patron : il n'y en a pas tant que ça par les temps qui courent ! Entretien avec l'intéressée.

Résister! *Peux-tu revenir sur ta carrière au CHU, ton engagement syndical, et comment s'est mise en place la discrimination qui vient enfin d'être reconnue ?*

Je suis entrée au CHU de Brabois en novembre 1973 à l'âge de 18 ans comme agent des services hospitaliers (ASH) dans le service d'hospitalisation d'ophtalmo, et j'ai terminé ma carrière au bloc opératoire en prenant ma retraite au 1er juillet 2011. Ces 38 années sont passées à toute vitesse, bien remplies par des petites et grandes bagarres, à commencer par celle de juin 1975 : une grève de 10 jours avec plusieurs centaines de collègues qui se réunissaient tous les jours en AG appelée par une intersyndicale. Dans la foulée, j'ai

découvert les idées trotskistes et j'ai commencé à militer à Lutte ouvrière et à la CGT. Et en 1976 un nouveau mouvement de grève éclate dans le service de chirurgie digestive contre la mutation disciplinaire d'une camarade aide-soignante (AS), militante active et... dérangeante !

Cette même année je décide de postuler pour entrer à l'école d'aide-soignante, échec, mais je renouvelle en 1977, de nouveau échec. Après ces deux refus successifs, pensant que décidément je n'avais pas le niveau, je me suis résignée à renoncer à cette possibilité de formation et d'évolution de carrière. C'est seulement en 1983, après avoir constaté que beaucoup de mes collègues ASH devenaient AS que je me suis convaincue que je pouvais moi aussi faire l'école, et j'ai de nouveau fait acte de candidature avec en 1983, 1984, 1985 les mêmes échecs. Les raisons étaient à chaque fois différentes, mais au final ma candidature était toujours écartée.

Alors j'ai écrit au préfet et j'ai sollicité un rendez-vous chez le directeur général (DG), avec le soutien de tout mon service. C'est le DG qui a fait céder l'infirmière générale qui faisait obstruction. C'est ainsi que j'ai pu faire valoir mes droits et forcer enfin l'entrée à l'école.



Je suis donc rentrée à l'école en 1986 et à la sortie, en 1987, l'administration m'a affectée au « secteur protégé » du service d'hématologie, l'un des secteurs les plus lourds de l'hôpital.

En même temps je reprends la direction du syndicat. L'année 1988 a été marquée par les mouvements nationaux de protestation dans les hôpitaux : création des « coordinations d'infirmières » et de « personnels de santé ». Moi je militais contre les corporatismes, alors au CHU nous avons créé la « coordination des personnels de santé » réunissant toutes les catégories. En 1995, suite à ma demande de mutation (mais là encore, non sans difficulté, puisque paraît-il aucune cadre ne m'accepterait dans son service...) j'ai travaillé en ORL. Puis à la fermeture (déjà) du service d'ORL en 1997, j'ai travaillé dans différents blocs opératoires jusqu'à ma retraite.

RésisteR! *Pourquoi as-tu décidé de te lancer dans la bagarre sur cette question de la discrimination syndicale ? Comment as-tu procédé ?*

Je n'aurais pas engagé une procédure juridique si un camarade du syndicat ne m'avait pas tout d'abord convaincue qu'il ne fallait pas partir à la retraite comme ça. J'ai effectivement perdu 10 ans (1976/1986) dans mon évolution de carrière. Pour arriver au dernier échelon du dernier grade, j'ai dû partir non pas à 55 ans comme la plupart de mes collègues, mais à 56 ans.

Je décide de prendre un avocat et la CGT se porte partie requérante en appuyant financièrement ma démarche. Alors je me lance et contacte les syndicats CFDT et FO : tous les deux, sans hésitation, sont partisans de me soutenir dans mes démarches auprès de la DG afin d'obtenir une réhabilitation. La direction n'a rien lâché. Pire, elle, qui a tous les documents dans ses archives, s'est bien gardé de me les communiquer, pour des « raisons de confidentialité » soi-disant, mais elle aurait pu tout simplement sortir des statistiques, elles étaient sans doute trop éloquentes...

Eh bien non, il a fallu que je le fasse moi-même. J'ai pu établir une comparaison valable entre mon parcours personnel et un parcours normal, uniquement parce que 49 collègues ont bien voulu faire la démarche de demander à la direction de leur communiquer leur dossier pour me le donner. Pour chercher, contacter autant de monde, je n'aurais rien pu faire sans la solidarité active des uns et des autres. Au final, j'ai pris tous les dossiers sans en écarter un seul. Le résultat était sans appel. Sur 50 demandes en comptant la mienne, 39 avaient obtenu l'entrée à l'école du premier coup, 9 avaient mis deux ans, une seule avait mis trois ans. Et pour moi, c'est seulement à la 6^e tentative que je l'avais obtenue, après dix ans.

J'ai obtenu aussi un soutien précieux des quatre cadres supérieurs que j'ai eues durant ma carrière, qui n'ont pas hésité à m'apporter chacune un témoignage écrit sur mon travail. J'ai également bénéficié de témoignages écrits des militants qui dirigeaient les syndicats CGT, CFDT, FO de l'époque. Et pour établir le montant précis de la perte financière que j'avais subie sur toute ma carrière, je le dois à une collègue qui m'a confié tous ses documents administratifs et notamment toutes ses fiches de paye. Avec

tout cela j'avais un dossier « en béton » comme on dit...

Et pourtant, le 9 avril 2013, au tribunal, le rapporteur public, le magistrat qui était chargé d'étudier le dossier, avait proposé un « rejet sur le fond ». Mais j'ai pu m'exprimer à l'audience, expliquer les faits. Et ce qui a dû retourner la situation en ma faveur, c'est une salle toute remplie de collègues venus me soutenir. Le nombre a fait que les juges ont été à l'écoute, il a donné du poids à ce que je disais, ça a donné envie aux juges de réexaminer l'affaire.

Finalement ils ont décidé de me donner raison, sans toutefois m'accorder la totalité de la somme que j'ai perdue au cours de ma carrière : 37 000 € au lieu des 45 416 € que j'estime avoir perdus, auxquels il faut ajouter 500 € de frais de justice comme requérante, ainsi qu'à la CGT et à FO.

Les juges ont donc reconnu la discrimination, mais curieusement ils ont estimé qu'elle était effective seulement à partir de 1983 et pas à partir de 1976. Sans doute la justice telle qu'ils la conçoivent se doit de tenir la balance équilibrée entre la victime et l'agresseur. Aussi je ne considère pas qu'ils m'ont rendu totalement justice. Mais l'essentiel pour moi était que la faute du CHU soit établie de manière claire. Et la direction du CHU l'a reconnue implicitement puisqu'elle n'a pas fait appel.

RésisteR! *Ta victoire contre la direction du CHU va faire jurisprudence. Que conseillerais-tu aux militant-es dans une situation semblable à la tienne et qui hésiteraient à se lancer dans cette bataille ?*

Oui, j'ai gagné mon procès mais je retiens tout de même qu'il s'en est fallu de peu que je sois déboutée. Il ne suffit pas d'avoir raison pour obtenir justice. Il faut en plus mettre un paquet de preuves, avoir des témoins, du soutien. Je n'avais pas une grande confiance dans la justice : je reste sur la même position. Cependant ce jugement fait jurisprudence. Il pourra encourager d'autres salariés à se défendre. Jusqu'à maintenant il y a très peu d'affaires de ce type jugées dans les tribunaux administratifs. Je n'ose pourtant pas croire qu'il n'y a pas de discrimination dans le silence des hôpitaux !

À propos de mon affaire, je crois qu'on peut parler de lutte, même si elle s'est déroulée sur le terrain juridique qui n'est pas celui que j'ai toujours privilégié. Grâce au soutien que j'ai reçu, cette action n'a pas été une simple affaire d'avocat. Je sais que si j'avais été seule avec ma bonne foi, je n'aurais pas eu gain de cause contre le CHU. Cette victoire, je l'ai obtenue grâce à la solidarité. Ce n'est pas un vain mot, c'est ce qui me fait croire dans le monde du travail, c'est ce qui me fait croire en l'Humanité.

Cela dit, cela a été une épreuve de revivre ces années-là, de découvrir des appréciations qui étaient portées sur moi, avec le recul de celle qui sait que c'était orchestré de façon délibérée pour m'écarter, pour me casser. Mais j'aurais regretté de ne pas l'avoir fait, d'être partie en retraite en leur laissant le dernier mot. Comme on dit : on n'est jamais sûr de gagner une bataille, mais si on ne la mène pas on est sûr de l'avoir perdue. Et j'ajoute : quand on engage la lutte, on a déjà gagné !

R

Mais... Quand les pauvres s'éveilleront...

« Assommons les pauvres » !

Charles Baudelaire dans le *Spleen de Paris*

L'insécurité sociale, avec ses dégâts collatéraux, est à son paroxysme. Dans le Grand Nancy, comme partout ailleurs, le flot des « désoccupés » (Roger Vailland dans son roman *La loi*) ne cesse de grossir, le nombre des chômeurs en fin de droit explose, les radiations dites administratives à Pôle Emploi se sont accrues de + 15% en une année, les entrées dans le dispositif de survie du RSA sont en constante augmentation, ce que nous confirme la CAF 54.



- « Assommons les pauvres » de plus en plus nombreux, perçus un danger potentiel, pour les riches qui se multiplient, avec des capitaux qui croissent de façon ignoble et insolente, pendant qu'une soit-disant gôche opportuniste, au pouvoir usurpé, confirme son allégeance faite au Patronat, avec un dévouement sans égal pour le MEDEF comme par exemple avec les 15 milliards de réductions des dépenses publiques prévues sur le budget 2014, dont 6 milliards volés sur le compte de notre Sécurité sociale.

- « Assommons les pauvres », par le développement du principe de la méritocratie qui consiste à dire aux pauvres qu'ils doivent mériter de vivre, fussent-ils chômeurs, précaires, survivants aux minima sociaux, handicapés, travailleurs pauvres, jeunes, retraités, femmes seules et plus encore s'ils sont à la rue, Roms, sans papiers, demandeurs d'asile, taulards ou ex-taulards. Travailleurs pauvres, puisque c'est un fait que le sacro-saint emploi ne protège plus de la pauvreté. À plus forte raison dans une logique de sous-emplois.

- « Assommons les pauvres », en brandissant le spectre des « emplois non pourvus », qui plus qu'un faux problème, est une incitation de plus à la stigmatisation des fainéants de chômeurs.

- « Assommons les pauvres », en ventant les bienfaits de la chimère du retour à l'emploi, alors que l'emploi depuis plus de trente ans ne cesse de se dégrader et que les entreprises, pour le bien de la croissance, jettent en masse les précaires, dont on ne parle pas : intérimaires, contrats à durée déterminée.

- « Assommons les pauvres », par le saupoudrage des poudres de perlimpinpin que sont les emplois aidés, mesures soporifiques pour l'emploi et l'opportunisme électoraliste, mais certainement pas pour le bien-être des personnes. « Sous emplois » que l'on va pourvoir par la pression et la menace de sanctions comme la radiation ou la suspension des miettes

de la survie.

- « Assommons les pauvres », en imposant toujours plus de flexibilité et d'incitation forcée à l'acceptation d'un emploi sous n'importe quelle condition, pour la seule jouissance d'un patronat aux anges.

- « Assommons les pauvres » en allant vers le système anglais qui, à partir d'avril 2013, va contraindre les chômeurs britanniques en fin de droit, à effectuer 30 heures par semaine de travail d'intérêt général. Le même système anglais qui développe l'ultra flexibilité à travers notamment le contrat zéro heure. Aucune durée minimale de temps travail n'est inscrite dans les contrats.

- « Assommons les pauvres » avec une prochaine renégociation de la convention UNEDIC, dont personne ne parle et pour laquelle nul ne paraît se préoccuper. Avec un déficit de 5.6 milliards annoncé pour 2014, la seule préoccupation de cette renégociation, loin d'être celle qui concerne les millions de chômeurs, est de l'aveu du *Figaro* de « juguler une hémorragie sans fin ». Alors que seule la moitié des chômeurs sont indemnisés par

l'UNEDIC, via Pôle Emploi, le patronat vise à remettre en cause ce système qu'il trouve trop généreux. Il est fort probable que soit proposé le retour de la dégressivité de l'allocation chômage et ainsi inciter les chômeurs à reprendre un emploi au plus vite, surtout les faire sortir des chiffres, mais aussi une baisse des allocations, avec en première cible les intermittents et techniciens du spectacle.

- « Assommons les pauvres », en les opposants les uns et les autres, autour notamment du faux débat qui concerne l'ouverture le dimanche des machines à faire du profit, les temples de la consommation, que sont les magasins de bricolage. On bafoue ainsi l'origine de la loi du 13 juillet 1906 par laquelle est imposé le « repos dominical ». Cette loi est un acquis chèrement payé suite à une grève de grande ampleur en conséquence de la catastrophe minière de Courrières dans le Pas-de-Calais qui fit plus de 1 000 morts.

- « Assommons les pauvres, en laissant se répandre mais surtout en banalisant un climat malsain, sous fond de « préférence nationale », de racisme, de xénophobie, de haine et autres anomalies dangereuses.



« Assommons les pauvres » mais soyons certains qu'ils se réveilleront. Contribuons à ce réveil rapidement pour qu'il ne soit pas celui de la gueule de bois et celui des regrets.

« Agir plutôt que subir » ! Pas un slogan mais une exigence pour éviter le réveil brutal...

Pour La C.R.I.S.E.

Léobre



M. le Provisieur

M. le Provisieur en ce début d'année scolaire est très heureux et fier de nous présenter les résultats de son lycée au baccalauréat de l'an dernier.

Et, doctement, de nous expliquer le pourquoi du comment : si nous ne sommes pas les premiers, c'est pas faute d'avoir essayé, mais c'est la faute aux STG qui, comme on le sait ma brave dame, ne sont pas des foudres de guerre... et nous plombent méchamment les statistiques.

Là où par contre, il y a lieu de pavoiser, c'est pour tous les autres. Car si, quand les résultats sont mauvais, c'est à cause des mauvais élèves, quand ils sont bons c'est

grâce à son équipe éducative qu'il sait si bien diriger d'une main de maître.

C'est ainsi qu'à la faveur d'une judicieuse politique de devoirs surveillés, les mentions se sont faites plus nombreuses cette année.

M. le Provisieur sait rappeler que ce succès est un peu le nôtre aussi.

Car plus de devoirs surveillés, ce sont des salles plus occupées au moment où nous

aurions dû en assurer l'entretien, et en conséquence plus de travail quand elles sont enfin libérées.

Et pour nous remercier d'avoir contribué à cette augmentation de devoirs surveillés, il tient à nous assurer qu'à défaut d'être augmentés, nous serons davantage...surveillés. Nous pourrions ainsi nous aussi faire notre devoir qui est de trimer sans poser de questions, ni de conditions.

Car nous devons être exemplaires pour l'édification des nouvelles générations dont l'avenir sera, n'en doutons pas, résignation et soumission.

C'est en effet que M. le Provisieur sait voir loin et a bien compris les fondements de l'ordre nouveau : les résultats doivent être à la hauteur des moyens sinon l'élu public - client - financeur saura bien rétablir le juste équilibre qu'il convient de respecter dans un monde harmonieux de concurrence libre et non

faussée.

Et, comme M. le Provisieur a de toute évidence le cœur à gauche – il a des amis socialistes, saviez-vous ? – il ne souhaite qu'une chose, c'est que l'Éducation nationale, bonne fille, reste publique. Et pour éviter qu'elle ne passe au privé, il a eu l'idée astucieuse d'appliquer au public les méthodes du privé.

À savoir, et sans ordre de préférence :

- aux enseignants, les heures supplémentaires imposées pour allègrement dépasser les quotas,
- aux autres personnels, un flicage bien pensé et une chasse aux temps partiels bien menée.

C'est que « travailler plus pour gagner plus » est sa devise et que l'on ne va pas laisser le champ libre aux tire-au-flanc et autres petits esprits qui ne jurent que par « travailler moins pour vivre mieux ».

Et pour les apprenants, éviction des mauvais sujets dont les chances de réussite à l'examen sont manifestement trop peu en adéquation avec l'esprit du lieu.

C'est de toute évidence, ce que l'on appelle communément un humaniste, plein des plus belles qualités humaines ; de celles qui ont mené l'Humanité là où elle est, au plus haut sommet dominant le plus attrayant des abîmes : j'ai nommé « cupidité » et « soif du pouvoir ».



M. le Provisieur sait aussi rappeler qu'il est un bon républicain et qu'il a à cœur de respecter et faire respecter les lois, en tout cas les plus modernes. Quant aux anciennes, celles qui se trouvent complètes dans un recueil au titre suranné (*Droit du Travail* était – je crois – son intitulé), il saura bien nous les faire oublier.

M. le Provisieur existe. Pour notre malheur, nous l'avons rencontré.

Inutile de le nommer : sa modestie pourrait en souffrir et d'ailleurs la place d'abruti du mois était déjà prise. Il y était de toute façon en concurrence féroce avec nombre de ses collègues.

C'est qu'ils sont maintenant légion à relever le défi de nous soumettre à la doxa libérale qu'ils ont si bien intégrée.

Et ne doutons pas que, par le jeu de concours de recrutement basés sur la cooptation et d'un endoctrinement adéquat, bientôt tous les lycées auront M. Leur Provisieur.

Labo&Cie



] QUITTER L'USINE ! [

A quel prix ? Dans quel état ?
Vivant si possible !

En 2012 et 2013, PRESSTALIS, distributeur de 85 % de la presse en kiosque a été au centre d'un conflit social de grande ampleur.

Il y eut pas moins de 20 non parutions de titres, dans la branche des quotidiens. La baisse des ventes des journaux, la crise de la rentabilité publicitaire, ont alimenté le contentieux entre les patrons de presse et le SGLCE-CGT, (Syndicat Général du Livre et de la Communication Écrite).

Le patronat voulait 1 200 suppressions d'emplois, par voie de licenciements secs, sur les 2 500 restants dans la distribution de la presse.

tonnes par jour, dans une industrie qui ne travaille que la nuit, dimanche et fériés compris. 8 ouvriers sur 10 sont atteints de lombalgies allant jusqu'à l'incapacité de travail. Continuer ce travail après 55 ans est de fait impossible.

Dans les années 2000, l'état a stoppé les dispositifs de préretraites ou départs anticipés. L'augmentation de la durée de cotisation, le recul de l'âge de la retraite ont rendu impossible une cessation d'activité légale pour des salariés usés.

Ces équipes de travail sont très éprouvées et souffrent de diverses pathologies : addictions diverses, troubles musculo-squelettiques, perte du sommeil et autres troubles psycho-sociaux (rapports CRAM, enquêtes INRS).

- l'annonce d'un plan de licenciement dévastateur,

- la précarité de l'activité professionnelle,

- l'endettement de l'entreprise (dont les salariés seraient responsables) et l'éventualité d'un dépôt de bilan.

Lorsque ces annonces tombent, le débat sur la lutte à mener est difficile, l'ambiance lourde dans l'entreprise.

Le Syndicat doit tenir compte de l'aspiration à quitter l'usine, en relative bonne santé, après plus de 30 ans d'un turbin éprouvant chez les salariés. Il doit également tenir compte de la nécessité d'éradiquer la précarité qui s'est installée dans la profession ces dernières années (jusqu'à 40 %).

Dans certaines professions, fortement syndiquées (mineurs, dockers), où le travail est éprouvant, le Syndicat a compensé la pénibilité par le salaire, en plus d'un travail revendicatif sur les conditions de travail, la sécurité. Les salariés étant peu formés, le fait d'effectuer un travail pénible et fortement rémunéré leur a longtemps renvoyé l'image d'un statut social dont ils étaient fiers.

Les patrons ont préféré payer pour que les troupes fortement syndiquées ne débrayent pas tous les quatre matins. La souffrance au travail était de fait niée par tous les acteurs sociaux en place, à commencer par les plus concernés. Dire que l'on souffre, qu'on a mal c'est dire qu'on ne peut pas travailler à ce poste. Parler de la souffrance au travail dans la profession ne sera possible qu'à partir des années 1995 / 2000.

Luttes et négociations difficiles

Dans ce contexte ardu, les conflits portant sur les plans sociaux deviennent difficiles, très difficiles, même si les salariés, ouvriers et cadres sont syndiqués à 100 %, précaires compris, et investis à 100 % dans la lutte.

En 2011, après un an de conflit, un accord a été négocié entre les patrons et le SGLCE-CGT.

350 salariés ont quitté l'entreprise 7 ans avant l'âge légal de départ à la retraite, mais il a fallu inclure dans les 7 ans de revenus, 3 ans de cotisations Pôle Emploi, et donc un passage à la case chômage.

Contre quoi le patron paye le salarié à 90 % de son salaire, pendant les quatre années restantes, jusqu'à la retraite, acquitte toutes les cotisations sociales y



Après un an de conflit, le patronat a reculé. Il n'y a pas de licenciement, les seuls départs seront volontaires, et les salariés les plus âgés (55 ans) bénéficient d'un plan de départ anticipé, 7 ans avant l'âge de la retraite.

Une avalanche de plans sociaux depuis 20 ans

La restructuration de la distribution de la presse a commencé en 1993, la profession comptait 10 000 salariés. A cette époque déjà, les salariés quittaient l'entreprise à 55 ans, bénéficiant de dispositifs sociaux entreprise/état.

Il faut avoir à l'esprit que les ouvriers de la distribution ont généralement commencé à bosser à l'âge de 14 ou 16 ans, sous des statuts d'apprentis, dans des métiers éprouvants, (ouvriers agricoles, restauration, abattoirs, ...), et qu'au long de leur carrière ils ont porté des journaux à un rythme de 10 à 12

L'espérance de vie dans ce secteur est identique aux statistiques générales : un ouvrier vit 8 ans de moins qu'un cadre et il vit en bonne santé jusqu'à 59 ans (COR).

La mortalité dans les rangs ouvriers n'a en effet pas beaucoup reculé pour certaines catégories de salariés. Rappelons que dans les années 1980, l'espérance de vie d'un sidérurgiste lor-rain était de 63 ans alors que la retraite était à 65 ans.

Les salariés du site de Nancy ont ainsi été confrontés ces dernières années aux décès de deux camarades âgés de 54 ans pour l'un et 60 ans pour l'autre, sur un collectif de 15 personnes.

Le patronat sait que l'aspiration à quitter l'usine est un levier puissant, qui tend à démobiliser les luttes. Il met donc sur la table à chaque plan social :

compris la mutuelle (retraite et santé). Surtout, il embauche la totalité des salariés précaires de l'entreprise au statut conventionné d'employés de presse, moindre que le statut d'ouvrier de la presse, mais permettant aux jeunes précaires une embauche à 1 780 € mensuels net, sur 13 mois, et 7 semaines de congés payés plus les repos compensateurs.

Nos ateliers ont rajeunis de trente ans, l'outil syndical a été transmis dans son intégralité avec la culture de lutte et les usages unitaires de la profession. Ainsi, les recrutements sont initiés par les salariés avec leur Syndicat, en direction de chômeurs syndiqués

«On ne gagne pas seul.»

Paris et en Province. La CGT a veillé à ce que s'expriment non seulement les salariés concernés par les départs, mais également les jeunes précaires.

Les débats ont été parfois tendus.

Le syndicat CGT n'a accepté de signer un accord de fin de conflit que si les propositions issues des débats étaient portées à l'unanimité des salariés. Ce qui fut fait après de long mois de discussions dans nos ateliers, de contre-propositions, mais surtout d'arrêts de travail pour signifier notre détermination au taulier.

Dans leur pratique, les ouvriers du Livre se sont beaucoup plus rapprochés de l'interpro pour populariser leurs luttes, ils n'ont pratiquement pas travaillé avec la Fédération du Livre, jugée trop timide et réformiste par les adhérents. Les rapports avec la confédération ont aussi été sobres, le lien le plus spontané est transversal, pas ascendant. C'est un héritage anarcho-syndicaliste de notre histoire, une expérience issue de nos conflits.

On ne gagne pas seul.

Cet accord de départ anticipé peut faire débat.

Les camarades du SGLCE-CGT qui l'ont signé ne rasant pourtant pas les murs. Mener une lutte avec 100 % du personnel aujourd'hui ne garantit pas un grand chelem social à l'issue. Il ne peut pas y avoir d'îlot de victoire sociale sur un océan de résignation et de désyndicalisation.

Les luttes actuelles ne sont pas une déferlante : la peur, l'ignorance sociale, le repli des individus, les trahisons sociales, le renoncement à une conscience de classe chez les travailleurs, hypothèquent lourdement les mobilisations nécessaires.

Des officines syndicales repeintes en partenaires sociaux ont cassé la culture de la grève, depuis plus de vingt ans les jeunes générations ne pensent pas qu'un conflit social puisse déboucher sur une vie meilleure.

Tant que durera ce climat, les accords découlant des luttes,

même des plus dures, esquisseront une perspective défensive. On ne peut pas gagner seul, les luttes sociales ont besoin de collectif, de solidarité, de conscience de classe.

Les travailleurs de la distribution de la presse tentent, conflit après conflit, de mener leur lutte pour que d'autres salariés profitent de leurs combats. C'est de plus en plus dur, mais la détermination reste intacte. Les défis sont relevés, chaque fois.

Le plus difficile est bien le débat à mener avec les salariés. Le monde du travail souffre aujourd'hui d'une déculturation terrible, d'une perte d'identité, d'une perte de valeurs.

Les salariés de la presse, tout au long de leurs conflits, ont affirmé aux patrons, aux gouvernements, qu'ils étaient les experts de leur travail, et n'avaient pas besoin de tutelle pour décider.

Dans les conflits, de 2011 à 2013, les ouvriers du Livre ont initié des débats sur le lieu de travail concernant, entre autres, la signature de l'ANI (Accord National Interprofessionnel), conseillers généraux, députés, ont été invités à débattre avec les salariés de la Presse qui voulaient exprimer aux élus le refus de voir ratifier des lois anti-sociales.

Chaque grève a permis aux ouvriers de la Presse de sortir, d'aller dans les autres entreprises parler aux salariés qui ont peur de faire grève.

En région parisienne, les ouvriers ont occupé des dépôts qui sous-traitaient le travail des grévistes, s'opposant physiquement à la police.

Les ouvriers de la Presse ont aussi interpellé les élus à l'Assemblée, au Sénat pour qu'un service public de l'information soit vraiment mis en place, à l'abri de l'appétit des financiers. Plusieurs débats ont été initiés, dans les entreprises en lutte. Un débat national a été mis en place, à Paris, dans les locaux du journal le Monde. Marie Georges Buffet a recueilli les propositions des travailleurs en lutte pour déposer un projet de loi.

Cette culture du débat, les mobilisations qui ont suivi, ont permis de faire reculer le patronat. Pour aller plus loin il aurait fallu amener la mobilisation chez les sous-traitants, les camionneurs qui livrent, les porteurs de journaux, les ateliers de routage privés qui recrutent pour quelques heures par jour les personnes les plus vulnérables.

Faute d'arriver à emmener à la grève les publics les plus fragiles, et les plus concernés, nous resterons sur des luttes défensives.



Il est aujourd'hui nécessaire d'apprendre à désobéir et de provoquer le débat, afin de se réapproprier la grève.

La scène se passe le samedi 7 septembre vers midi place saint Epvre. André Rossinot discourt en pleine rue devant un meuble vert et blanc posé sur le trottoir. C'est une bibliothèque étanche avec vitrine, pompeusement baptisée « arbre à livres », il l'inaugure officiellement.

Posé à même le trottoir le meuble est un concept à lui tout seul : il doit permettre aux amateurs de livres des beaux quartiers de déposer généreusement les ouvrages qu'ils ont aimés, et d'y piocher le dépôt d'un autre amateur éclairé.

L'idée humaniste du service de com' de la mairie a regroupé en un demi cercle attentif, le tout Nancy politico-culturel. Hénart, Klein, Khirouni, Debord (Valérie... pas Guy), Potier (le député socialiste de Toul qui s'est abstenu sur le mariage pour tous) sont là, à boire les paroles du roué édile. Des révérend-pères oratoriens, clopes au bec, sont venus en voisin en bras de chemise faire du plat aux paroissiennes et soigner leur popularité auprès du futur maire. La (petite) foule des courtisan-e-s en cravate ou perlouses s'esbaudit tout en prenant bien soin de flatter Hénart sans fâcher Klein, et vice versa.

Pour le discours, Dédé ne s'est pas trop foulé, il disserte sur la notion de « bonne ville », de « bonne personne », et enfille les perles dégoulinantes de suavité oecuméniques à propos des livres, de la renaissance, de la culture, et de la grande foire commerciale du livre organisée sous l'autorité de sa moitié, mais néanmoins avec notre fric, place de la Carrière, à 100 mètres de là.

« un air persistant de jour de collecte des objets encombrants »

Dans les bistrotts qui entourent la place, les patron-nes pestent contre le meuble qui prend la place de quatre ou cinq tables de terrasse, et va désormais donner à la place saint Epvre un air persistant de jour de collecte des objets encombrants.

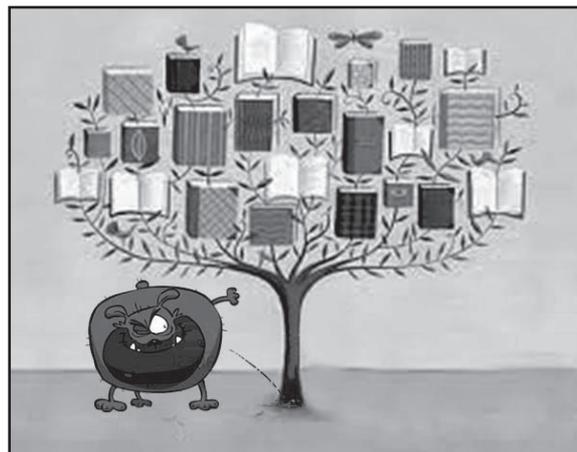
Quelques mauvaises langues qui se sont levées de bonne heure glosent sur la visite des services techniques venus remplir discrètement, à l'aube, la bibliothèque.

La bonne ville, oui, décidément, en cette fin d'été, si ce n'était quelques centaines de migrants entassés à Remicourt et dans l'ancien lycée Saint Jo, si ce n'était les caméras de surveillances qui poussent comme des champignons au point que même l'*Est républicain* s'en émeut, si ce n'était au même moment, place Stanislas, le front national qui présente à la presse son candidat aux municipales.

Oui, décidément, les bonnes personnes qui s'auto-congratulent autour d'un concept de gratuité et d'échange qu'ils refusent de mettre en place pour les transports publics ou les cantines scolaires. Les bonnes personnes qui s'auto-congratulent autour des valeurs humanistes à moins de trois kilomètres d'hébergements insalubres ou s'entassent des mauvaises personnes qui n'ont pas vocation à s'intégrer, et à goûter les valeurs universalistes qui s'envolent comme des colombes des lèvres du maire, et qui ont failli faire pleurer d'émotion quelques sensibles courtisans....

L'humanisme c'est pour ces bonnes personnes là, ça a la même valeur qu'un meuble Ikea vert et blanc. C'est sûrement à ça que pensait le chien qui a levé la patte sur l'arbre à livres dès que les bonnes personnes ont levé le camp....

Victor K



Ecole maternelle : La lutte paye !

École maternelle des trois Maisons, rentrée 2013 : 31,5 enfants par classe, soit au niveau des écoles voisines, et enfants par classe. Peut-on encore croire que l'école des effectifs constatés au niveau national pour l'année publique peut assurer ses missions avec de tels effectifs ? dernière.

Et si l'on veut croire que c'est possible, comment fait-on pour asseoir 32 enfants sur 28 chaises ?

Face à ce constat, les parents se sont fédérés pour manifester leur mécontentement : autocollants, tracts, banderoles, pétition, ... Non à l'école en batterie ! Si l'union européenne est capable de légiférer sur la surface d'élevage des poules en batterie, rien, ni personne ne se prononce sur celle des enfants en classe de maternelle.

Les parents ont donc interpellé les différents acteurs politiques et le DASEN (Inspecteur d'académie) pour demander une solution pérenne pour les enfants. Et cette solution était toute trouvée puisque l'école possède une cinquième classe laissée vacante depuis sa fermeture il y a trois ans. D'autant que l'ouverture de cette classe ramènerait les effectifs à 25-26



Leur combat a été relayé par la presse locale et fort de 140 signataires à la pétition, ils ont été reçus par la mairie et le DASEN. Chacun a fait le constat de l'inefficience des services gérant les inscriptions et renvoyant la faute aux autres interlocuteurs. Finalement, lors d'une rencontre tendue, le DASEN a accepté de déléguer un personnel à temps plein dans l'école pour constituer la cinquième classe à la mi-novembre. Par ailleurs, la mairie s'est engagée à recruter un Agent Spécialisé des écoles Maternelles (Atsem) pour cette nouvelle classe, ainsi qu'à fournir le matériel adéquat.

C'est le rapport de force issu d'une situation inacceptable qui a permis de trouver une solution. C'est une belle victoire collective, pour les enfants et pour l'école.



Aller voir ailleurs, si le pape y est

Le 12 octobre, le service du protocole, qui ne sait plus où donner de la bouche pour satisfaire les menus plaisirs du maire de Nancy, organise une réception, en présence de son éminence (c'est la marque de son slip) le cardinal Jean-Louis Tauran, à l'occasion du 25^e anniversaire de la venue de Karol Wojtyła à Nancy, en 1988. Même pour les amateurs de cocktails et autres alcooliques mondains, il est difficile de saisir l'importance de l'événement historique qui sera commémoré dans les grands salons de l'hôtel de ville, à moins que de s'être fait tirer le portrait à côté d'un pape puisse évidemment en constituer un bel exemple. Les médias de l'époque avaient dégouliné de photos souvenirs. Cela démontrait, en tout cas, la capacité de cette ville à accueillir un touriste de luxe, même si celui-ci s'était contenté de visiter une banale cathédrale et avait re-fusé de faire la tournée des bars.

Nancy, riante petite cité de Lorraine, plantée au cœur d'un écrin de verdure – enfin, pour ce qu'il en reste –, dispose d'une panoplie presque complète de monuments historiques. Il ne lui manque qu'un amphithéâtre romain et une statue de Charles III. En tout cas, ça donne envie de venir des quatre coins arrondis du monde. N'est-ce pas ?

Mais, pourquoi l'Humanité riche ressent-elle à ce point la nécessité de courir partout sur terre ? S'agit-il de regagner son berceau, quelque part au centre de l'Afrique ou en Sibérie ? Qu'est-ce qui peut bien les pousser tous à quitter leur chez eux douillet (je parle des gens qui habitent sous nos latitudes et pas des demandeurs d'asile), dans l'inconfort des voitures et des avions, dans le magma des voyageurs suants et stressés, à la merci des passeurs (agences de tourisme) ? N'est-ce pas un vain plaisir, pour les touristes, que de regarder le monde à travers le viseur de leur appareil photo, sans rien voir vraiment avec leurs propres yeux, sans que la misère ne leur saute au visage et les révulse, sans qu'une formidable empathie les relie aux peuples visités ? Quand l'appel du large les rend barges.

Vous partez au bout du bout de l'horizon pour vous changer l'esprit, voir d'autres têtes ou pour des motifs moins

avouables quand la chair comestible y est abondante et économique. Vous emballez ça dans des considérations culturelles, quelques connaissances vaguement lues dans un guide et déjà envolées. Finalement, tout cela pour pouvoir dire : « J'y étais ! C'est bien moi sur la photo (syndrome Rossinot). Du haut de leur quarante siècles, les pyramides m'ont contemplé ; la muraille de Chine n'a pas pu résister à mon invasion ; Venise s'est gondolée de m'avoir vu baroque dans mon costume si beau... »

Que de grands détours pour satisfaire un manque existentiel ou le fait de ne pas savoir comment dépenser un argent gagné plus ou moins honnêtement (je veux dire aux dépens des autres et au mépris d'un juste partage des richesses) ? Le tourisme est une affaire de nantis s'appropriant des contrées dans lesquelles leur pouvoir d'acheter est le plus fort.



Vous me direz, à Nancy, les quelques poignées de visiteurs ne gênent personne. On les voit, dans le petit train touristique, comme des âmes en peine, le visage triste et le regard cherchant à saisir ce que le speaker leur désigne avec emphase... Déçus, mais

en tout cas occupés pour une heure ou deux d'une vie désormais consacrée à l'ennui. Ils se contentent de suivre des guides emperruqués, dans leurs tenues ridicules, à la recherche d'on ne sait quel trésor (dans cette ville moderne, le sous-sol est un marais), cherchant à s'intéresser à d'incroyables anecdotes ducales datant du temps où cette principauté voulait faire régner avec suprématie une religion sur une autre.

C'est une autre histoire.

Le Pen et son Front national, c'est l'extrême droite

Dans l'ombre, les bandes fascistes sont toujours là...

Du score à la cantonale partielle de Brignoles dans le Var (49% pour les candidats d'extrême droite au premier tour, le 6 octobre) jusqu'aux appels du pied répétés de Dupont Aignan à Le Pen, les signaux s'ajoutent les uns après les autres d'une progression politique de l'extrême droite. Car si le ravalement de façade du parti amorcé par Le Pen fille a provoqué le départ de courants les plus fascistes (skinheads néonazis et autres antisémites nostalgiques de Pétain), le fonds de commerce reste celui, tristement banal, de l'extrême droite classique : promotion du « patriotisme » et de la priorité nationale, donc rejet de « l'autre » (l'étranger, l'immigré, le clandestin, le plus pauvre que soi) comme coupable de tous les maux, promotion d'idées répressives et sécuritaires. Quand Le Pen prétend attaquer en justice ceux qui qualifieraient son parti d'« extrême droite », il ne faut pas comprendre qu'elle aurait changé de programme... mais plus simplement qu'elle prétend aujourd'hui prendre la tête de toute la droite.

Il faut dire que l'extrême droite a d'ores et déjà gagné une bataille : celle de la banalisation de ses thèmes et valeurs. D'une certaine manière ces idées ne sont plus sa propriété exclusive. Depuis plus de trente ans, les camps de rétention administrative pratiquent l'enfermement des travailleurs sans-papiers et de leurs familles sans que les gouvernants de gauche ou de droite aient trouvé à y redire. La gauche comme la droite a raffiné les instruments de répression, promu la « sécurité intérieure » par le renforcement des flics et l'enfermement des mineurs. Après le ministère et les débats sur « l'identité nationale » par la droite décomplexée

sous Sarkozy, entendre aujourd'hui Manuel Valls, suivi par quelques seconds couteaux socialistes, se vautrer dans le racisme anti-Roms, ce n'est finalement pas si étonnant. Tous, gauche comme droite gouvernementales, portent une

responsabilité dans l'essor d'idées qui provoquent le repli et empoisonnent la société. C'est qu'en tant que serviteurs dévoués du capitalisme, ils n'ont pas grand-chose pour donner le change...

L'ascension du parti des Le Pen ne doit pas faire oublier ce qui pullule alentour. Car si Le Pen a adopté une stratégie nationale et sociale « propre sur soi » et électoraliste, les tenants du fascisme et du national-socialisme originels s'alimentent eux aussi de la crise sociale, de l'absence de perspectives, et de l'idéologie colportée par le FN. En Grèce on a vu l'extrême droite d'Aube dorée combiner une activité parlementaire et extra-parlementaire avec des agressions violentes, jusqu'au meurtre du rappeur et militant d'extrême gauche

Pavlos Fyssas. En France, il y a un partage du travail entre le FN et ses sous-traitants, ceux qui ont multiplié les agressions homophobes et assassiné Clément Méric. Entre extrême droite électoraliste et extrême droite de rue, il y a des liens avérés, des individus qui passent de l'une à l'autre, et une convergence essentielle sur le fond : le nationalisme comme réponse politique à la crise du capitalisme. Pour cette raison, l'extrême droite constitue la carte à jouer par le système en crise quand il menace d'exploser. Si la crise en France n'a pas atteint le point de la situation grecque, le dispositif semble déjà en place. A nous de faire sauter la marmite avant que le couvercle ne soit refermé !



L'abruti du mois

Conseiller Régional de Lorraine, 11^{ème} Vice-Président délégué aux Actions régionales relevant de la Mobilité, Conseiller municipal de Nancy, Conseiller communautaire du Grand Nancy, secrétaire de la fédération PCF de Meurthe et Moselle... Patrick Hatzig frise le cumul.

Comme communiste, il n'a sûrement jamais cru qu'on réussirait à changer le monde grâce aux élections. Mais être communiste n'empêche pas d'être pragmatique, c'est sans doute pourquoi il se présente souvent aux élections... avec le PS.

Ça lui permet d'être élu, parce qu'à chaque fois qu'il se présente tout seul ça ne marche pas très fort...

Homme d'avant-garde, il a compris bien avant Cécile Duflot comment, avec 2 ou 3 % aux élections, on peut avoir un poste en

vue et défendre la cause du peuple dans les salons du Conseil régional.

Un peu secoué par la création du Front de Gauche, notre lauréat a vite repris le dessus. Et il se propose de mener une liste aux municipales à Nancy en 2014.

Toujours à la pointe de l'avant-garde, il se fait même fort d'annoncer dans La Semaine dès le 3 octobre qu'il sera désigné « chef de file » par ses camarades deux jours plus tard, soit le 5 octobre.

T'as raison Patrick, élections piège à cons ! Notez bien que ça ne choque pas non plus les journalistes de La Semaine.



Pacte à la con

Réjouissons-nous : le 17 septembre 2013 fut signé le Pacte Lorraine 2014-2016, partenariat *particulier* entre l'Etat et le Conseil Régional de Lorraine. Résumons : un peu de pommade identitaire (« *le pacte a pour ambition de faire de la Lorraine une région modèle* » ; « *la Lorraine est terre de savoir-faire d'exception et espace de création* »), des intentions creuses (promouvoir le bilinguisme français-allemand, valoriser le biculturalisme [?]) pas mal de sigles plus ou moins poétiques : M2P, Cigeo, LIS, SAFRAN... incarnant le projet de « *faire de la Lorraine le coeur d'une Vallée Européenne des Matériaux, de l'Energie et des Procédés* ». C'est plutôt faire de la Lorraine une vallée de la mort : en fait de matériaux, Cigeo enfouit les déchets nucléaires, et côté procédés, SAFRAN produit de l'armement. Beaucoup de langue de bois : création et innovation à tour de bras, avec un zeste de « durable ». Sans oublier la *Silver economy* (ben oui, à partir de 50 ans, chacun/e devient un véritable gisement d'euros) et la télémédecine. Objectif, en deux mots : Emplois et Croissance. 156 pages la version complète.



En gros, l'Etat soutient le dynamisme entrepreneurial de la Lorraine, à grand renfort de milliards (crédits d'impôts pour les entreprises et prêts), donne quelques miettes pour la culture et le tourisme (d'où probablement la présence décorative de notre ministre locale sur la vidéo du site de la Région). Parmi les actions valorisées, on appréciera surtout le recyclage des folies meurtrières du siècle dernier : la commémoration du centenaire de la bataille de Verdun, mieux encore, car il n'y a pas de petits profits : l'annonce de la mort de Jean Moulin dans la gare de Metz sera l'occasion de « *lancer les premières étapes d'une commande publique en mémoire de ce héros national* ».

Le programme fondé, paraît-il, sur plus de 600 contributions des partenaires socio-économiques nous appelle au « *saut technologique* » et nous demande de nous « *mobiliser pour soutenir le renouveau du tissu économique lorrain, porteur de valeurs et d'emplois* ». Valeurs ? Quelles valeurs ? Et si d'aventure on n'en avait pas envie du tout, de ce saut technologique ? Si au lieu d'accélérer les applications des trouvailles de nos filières d'excellence, on préférerait se poser quelques questions sur leur utilité véritable ?

FG



George Mathieu: "Lothaire se démet de la Haute-Lorraine en faveur d'Othon" (1954)

Au nom de la République!

L'événement du millénaire à Nancy s'est passé il y a quelques jours dans l'indifférence générale ! Ce jour-là, le premier citoyen et futur retraité de la mairie de Nancy, entouré des plus hautes autorités civiles et militaires de la ville, inaugura une stèle en commémoration du cinquantième anniversaire de la création... de l'ordre du mérite national !

L'Est Républicain, qui relate cet événement mondial, précise que cette « *stèle comporte l'insigne, un portrait du Général de Gaulle [son créateur en 1963] et cette mention "être décoré de l'ordre du mérite n'est pas une fin en soi. C'est porter ses valeurs d'exemplarité, d'initiative, de talent, de courage, de générosité de manière constante avec un engagement de fidélité"* ».

A Strasbourg, quelques jours plus tard, une autre manifestation planétaire se déroule avec petits fours, champagne et tutti quanti. La cérémonie est organisée en l'honneur de Véronique Machintruc qui doit être élevée au grade de chevalier de l'ordre du mérite national. Véronique a en effet le grand mérite d'être déléguée régionale de la multinationale Orange en Bourgogne. Cette société exemplaire qui supprime des milliers d'emploi, restructure à tour de bras et ferme des centaines de sites. Cette société courageuse et généreuse qui assure des dividendes garantis sur trois ans à ses fidèles actionnaires quels que soient la situation économique de l'entreprise et les effets de la crise.

Stéphane Richard, PDG d'Orange, avait fait le déplacement de Paris pour accrocher la belle breloque au revers de la veste de Véronique « au nom de la République Française » ! Est-il normal que l'Etat délègue à un PDG d'une multinationale le soin de parler et d'agir en son nom, qui plus est quand ce PDG est « mis en examen pour escroquerie en bande organisée » dans l'affaire Tapie, une autre personnalité exemplaire ?

Le jeune ex-maire de Nancy aime-t-il à retrouver les bons points et autres récompenses de son enfance en inaugurant une stèle pour les meilleurs de la classe qui sont les seuls à s'y intéresser ? Il y a certainement plus de courage, de générosité et de valeurs d'exemplarité chez un éducateur résistant de Vandoeuvre, chez un immigrant volontaire pour se sortir de la misère ou chez un citoyen lambda qui rame dur pour boucler ses fins de mois. Ne serait-il pas venu le temps de mettre fin à ces pantalonades ridicules d'un autre siècle ?

Léon de Ryel.



"Paroles de CRISE"
 La C.R.I.S.E sur Radio Caraïbe
 Nancy 90.7 F.M
Vendredi 25 octobre 2013
de 15 h 00 à 16 h 00
 Podcast : www.rcn-radio.org

Émission mensuelle de La C.R.I.S.E à Nancy, le dernier vendredi de chaque mois de 15 h 00 à 16 h 00
 Permanences de la C.R.I.S.E. : tous les jeudis après-midi de 15 h 00 à 19 h 00 au CCAN 69, rue de Mon désert 54000 Nancy

Meeting unitaire sur les retraites
 A 60 ans et à taux plein, ensemble défendons nos retraites !
Mercredi 16 octobre à 19 h 30
Salle Raugraff, rue des Ponts à Nancy
 Avec Solidaires - FSU - CGT - ATTAC - UNEF - NPA - Front de Gauche (PCF, PG, GU, FASE, GA, Association citoyenne FDG54).

Cercles de silence
Nancy
 25/10 à 15 h
 place Stanislas
Pont-à-Mousson
 12/10 et 9/11
 à 10 h 30
 place Duroc

Collectif nancéien pour une régie publique des transports en commun et pour leur accès gratuit
Vendredi 18 octobre 2013 à 20 h 30 au Forum de l'IRTS - 201, avenue Raymond-Pinchard - Nancy
Conférence-débat : Liberté, Égalité, Gratuité. Une expérience sociale à Aubagne
 avec :
 - Antoine Di Ciaccio, vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
 - Jean-Louis Sagot-Duvauroux, philosophe et écrivain, auteur de plusieurs ouvrages sur la gratuité, co-auteur de Liberté, Égalité, Gratuité. Une expérience sociale à Aubagne.

 Pour ceux qui voudront approfondir la question, par une approche plus concrète, et en lien avec la situation de l'agglomération nancéienne, une réunion de travail se tiendra en présence de ces deux intervenants :
Samedi 19 octobre de 9 h 00 à 12 h 00
à la Maison du Peuple, 2 rue Drouin, à Nancy

Autoformation de La C.R.I.S.E, chaque 3ème samedi de chaque mois de 14 h 30 à 17h 00 au C.C.A.N 69, rue de Mon désert 54000 Nancy.

Pour se rapprocher le savoir, connaître nos droits pour les défendre et les exiger, connaître le système pour mieux le combattre.

Résister! #24
redaction@crr54.lautre.net
Date limite d'envoi des articles : 11/11/2013 - Comité de rédaction : 12/11/2013 - Date de parution : 15/11/2013

* **Croc'us** : 137, rue Mac Mahon - Nancy Points de dépôts : * **Vêt Ethic** : 33 rue St Michel - Nancy
 * **Laissez-nous cuire** : 78, rue Charles Keller - Nancy * **CCAN** : 69, rue de Mon desert - Nancy

MOTS CROISES par Line C

Horizontalement

- 1 - Les pathétiques cachets censés nous sauver le jour de la catastrophe le sont - THT.
- 2 - Concepts rhétoriques pour masquer l'obscurantisme du fait religieux.
- 3 - Le plus favorable - Noir.
- 4 - 8*106 bits - Protège - Souvent arrondis chez les politiques.
- 5 - Armée féodale - Ici même.
- 6 - Vallée ennoyée - Retour rapide - Ouverture idéaliste.
- 7 - Livres penseurs ? - Équilibres - Tout pour un SMS.
- 8 - Bourrus - Production neuronale.
- 9 - Espion(ne) - 1018 Ampères - Ethnie d'Afrique de l'Ouest.
- 10 - Étain au labo - Tord-boyau exotique.
- 11 - Fleurs préférées de Mélenchon - Dans.
- 12 - Largesses.
- 13 - Larve - Hommes de main.
- 14 - Tamisées - Contre lui ce fut une victoire... à la Pyrrhus.

Verticalement

- A - Telles les politiques de Hollande et de Sarkozy - Gris.
 B - Tel le trotskyste moyen !
 C - Alias - Possessif - Jean Yanne n'avait rien contre - Leur couvre-chef s'enfile dans les coins.
 D - Prénom - Introduit la spécialité - Boutique d'assassins.
 E - Relatif à notre origine - Sons aigus.
 F - Traitement automatique du langage - Renversements d'état.
 G - Hypocrite quand il est faux - Au milieu de la lune - Espion.
 H - Cours d'eau - Petits martyrs - Destination pour l'établi.
 I - Tonton flingueur - Dures à avaler.
 J - Mélange de torchons et de serviettes - Chinoiser.
 K - Mis sur la table - Ceux du C-4 secouent grave - Discipline scolaire.
 L - État de grâce - Croix bâclée - Presque cent à Rome.
 M - Membre du NSDAP - Scotché.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
1	P	R	E	M	O	N	I	T	O	I	R	E	S
2	R	A	P	I	D	T	E	R	R	E	R	A	
3	O	P	I	N	I	A	T	R	E	D		T	
4	V	I	S	E	E	S	M	E	F	I	A	I	
5	I	N	T	R	U	S	I	S	A	T	I	S	
6	N	O	A	S	I	E	N	N	E	R	F		
7	C	O	L	L	E	G	I	A	L	E	S	A	
8	I	R	A	I	N	N	I	R	S	I			
9	A	G	I	S	S	E	S	L	A	G	O	S	
10	L	A	R	A	R	T	T	I	E	N	A		
11	S	E	N	T	I	E	R	S	N	O	N		
12	Q	M	T	R	O	I	E	N	N	E	T		
13	P	E	R	S	O	N	N	A	L	I	S	E	E
14	A	S	A	P	S	T	A	L	E	E	S		

Solutions #22